

CIBLE

Tyrannie

Comment ne pas approuver le nouveau président de la République et le premier ministre lorsqu'ils affirment la nécessité de restaurer la décision politique dans sa plénitude ? Encore faut-il que des puissances de toutes sortes ne parviennent pas à réduire ou à anéantir l'autonomie relative du pouvoir politique. Tel est le cas des puissances financières qui ont placé la France sous tutelle.

Ne dit-on pas que le nouveau gouvernement n'a pas convaincu « les marchés », que le ministre de l'Économie a été placé sous leur surveillance, et que le franc est menacé ? C'est reconnaître que les spéculateurs internationaux sont devenus les maîtres du jeu, et que le gouvernement, en droit responsable devant l'Assemblée nationale, doit se soumettre en fait aux diktats des marchés.

Cette situation est intolérable. Si le nouveau gouvernement acceptait comme les précédents de subir la tyrannie des marchés, son discours sur la décision serait illusoire, et sa politique économique vouée à l'échec. Plus grave encore : c'est la démocratie qui deviendrait une procédure abstraite, puisqu'elle n'offrirait plus que des choix sans portée.

Mitterrand

Une présidence contrastée



Portugal

Le mariage de Dom Duarte

p. 4

Bitoun

La démocratie moribonde ?

p.6/7

L'angoisse tranquille

Il est un fait indéniable : une grande partie de la jeunesse, de ceux qui votaient pour la première fois à une élection présidentielle, a apporté ses suffrages à Jacques Chirac. Il s'agit d'étudier le phénomène.

Phénomène en contradiction avec ce que l'on pensait ordinairement : les jeunes votent surtout à gauche. En effet, en 1981, où pour la première fois les 18-21 ans participaient à une échéance présidentielle, ils avaient largement concouru à la victoire de François Mitterrand, comme en 1988, malgré les premières déceptions, si bien que l'on a pu parler d'une « génération-Mitterrand ». Il est vrai que la droite, retournée aux affaires en 1986, avait encore bien plus déçu (chômage, lois antisociales), voire révolté (projet Devaquet, assassinat de Malik Ousseki). Aussi, pour une gauche aussi sûre d'elle-même qu'indifférente à sa dérive, il semblait assuré que, quoiqu'elle fit, la jeunesse, « naturellement progressiste et généreuse » continuerait à lui apporter son soutien.

Or en 1995, une nouvelle tendance semble s'être bel et bien dessinée. Le phénomène

est complexe et a sans doute des raisons multiples. Il y a d'abord eu le ton d'une campagne présidentielle où le Maire de Paris a tout fait pour « rencontrer » les jeunes : à la télévision par exemple, c'était de jeunes et dynamiques député(e)s RPR qui interrogeaient le candidat, et des émissions furent entièrement consacrées aux « problèmes de la jeunesse » : drogue, sida, etc. De plus la candidature de Balladur a permis à Jacques Chirac, qui n'a pourtant cessé de soutenir le gouvernement depuis deux ans, de se démarquer d'un premier ministre en exercice à l'image inexistante dans la jeunesse, voire de se désolidariser des gaffes gouvernementales (CIP) et - véritable gageure - a apparaître comme un homme neuf ! (mais après tout Mitterrand en 1981 ne l'était guère plus, sinon moins).

Ce qui l'a aidé encore, ce fut le rejet presque naturel - en terme de génération - de Mitterrand par des jeunes qui

aussi loin que remonte leur vie consciente, n'ont connu que lui et ne pouvaient donc que l'identifier aux échecs des politiques gouvernementales depuis 14 ans. Chirac a dès lors eu beau jeu de jouer sur le bilan de « 14 ans de socialisme » : pour une jeunesse sans culture politique, douze ans de libéralisme réel (1983-1995) à alternance centre-gauche/centre-droit sont identifiables à « 14 ans de socialisme ».

Car nous arrivons là à l'essentiel du phénomène : si la jeunesse s'est tournée en partie vers Chirac, ce n'est pas tant dans un élan positif et cohérent, comme en 1981 envers Mitterrand ; c'est parce que cet « homme neuf » a su cristalliser les peurs, voire les angoisses d'une jeunesse que quatorze ans de déceptions ont effectivement achevé de dépolitiser - ou empêché de se politiser - tandis que les traditions et pesanteurs politiques familiales à gauche ne pouvaient que se déliter. Com-

ment voter comme papa quand le « socialisme » amène cinq millions d'exclus ? Mais comment surtout s'apercevoir du flou du projet chiraquien, dont l'inspiration doit à la fois au libéralisme-ultra d'un Madelin, au technocratisme pragmatique d'un Juppé et au gaullisme social d'un Séguin ?

La crise économique et la fracture sociale s'accompagnent en effet d'un éclatement du projet politique en un patchwork de causes « humanitaires et généreuses » à défendre, dont la somme ne fait pas un combat politique. Ces causes ne sont que le reflet, au fond égoïste, d'une angoisse encore tranquille : l'égalité, le sida, l'antiracisme, la lutte anti-drogue et par dessus tout cela le chômage, font beaucoup marcher la jeunesse. Elle n'en pense pas mieux ou plus pour autant, faute il est vrai à ses aînés d'avoir été cohérents avec eux-mêmes et leurs « idéaux ». Chirac a su être en ce sens le non-candidat d'une jeunesse non-politique : la déception risque d'être à la mesure du malentendu. Il faudra alors avoir le courage de repenser les conditions politiques du changement, voire de découvrir le politique lui-même : l'angoisse de la jeunesse pourra alors féconder un véritable projet. Un jeune qui avait voté Chirac disait l'autre soir à la « télé » : « C'est vrai, les jeunes aujourd'hui, contrairement à leurs aînés hier, aiment le consensus. Mais si le consensus, ça ne marche pas, il faudra essayer autre chose ». Derniers jours avant la révolution ?

Axel TISSERAND

Le bradage de l'industrie

Le nouveau gouvernement est décidé à poursuivre la politique de privatisation : cet expédient apparaîtra, à long terme, comme une faute majeure.

Quant aux structures industrielles, le changement annoncé par le candidat Chirac n'est que la plate continuation des recettes utilisées par le gouvernement Balladur. Sans même chercher une explication idéologique, on privatise pour combler une partie du déficit budgétaire à la manière d'un propriétaire qui vend des appartements pour assurer sa consommation quotidienne. C'est dire que l'État est entré dans une logique d'appauvrissement, qui affecte l'ensemble de la nation : le patrimoine industriel français, c'est notre richesse collective qu'on est en train de dilapider.

Ainsi, le gouvernement Juppé devrait se pencher rapidement sur la privatisation partielle de France Télécom. Ce projet ne correspond à aucun impératif industriel puisque cette entreprise a fait la preuve au cours des vingt dernières années d'une remarquable capacité d'innovation. Or ce résultat a été obtenu par une entreprise publique qui est en situation de monopole et grâce aux efforts d'un personnel qui bénéficie d'un statut. Les avantages d'une privatisa-

tion partielle puis totale reste à démontrer : ainsi, personne n'a expliqué l'intérêt industriel d'un échange de participation avec Deutsche Telekom, et l'exemple de l'eau montre que la privatisation d'un service public peut entraîner pour le consommateur de fortes augmentations de prix. Quant à l'emploi, chacun sait qu'il est la première « ressource » sacrifiée par le capitalisme privé.

En fait, le gouvernement veut privatiser France Telecom pour renflouer les caisses de l'État, mises à mal par la gestion balladurienne et qui seront fortement mises à contribution dans les mois qui viennent pour tenir quelques unes des promesses de Jacques Chirac. Ce calcul à court terme se révélera désastreux dans l'avenir : c'est la puissance industrielle de la nation qu'on sacrifie, faute d'avoir le courage d'imaginer d'autres modes de financement des politiques publiques. Une réforme majeure de la fiscalité par exemple.

Sylvie FERNOY

L'heure d'Alain Juppé

Il y a un regard médiatique sur le nouveau gouvernement, et une appréciation politique qu'il importe de privilégier.

On additionne, on établit des pourcentages et on s'extasie : des jeunes ! des quindras ! des femmes ! Les médias raffolent de ces comptabilités, qui ne signifient pas grand-chose et qui ne préjugent de rien. Le service de l'État est une fonction, et les qualités requises pour l'exercer ne sauraient être déterminées par le sexe, par l'âge, par la couleur de la peau. Une femme politique peut être aussi désastreuse qu'un homme (par exemple Lucette Michaux-Chevry), on rencontre parfois des jeunes gens qui sont de parfaits imbéciles, et la coutume qui consiste à mettre systématiquement une « personne de couleur » au gouvernement est suspecte. Le gouvernement du pays ne saurait se confondre avec la représentation nationale (qui émane de facto et de jure des diverses régions et départements) et il est étrange qu'on donne implicitement une sorte de « gage ethnique » - mais à qui ?

Les interrogations sur les personnalités qui composent la nouvelle équipe gouvernementale sont plus intéressantes, mais les convictions et les engagements passés des ministres ne sont pas des critères décisifs. Un bon ministre des Affaires étrangères, comme le fut Alain Juppé, ne fait pas nécessairement un bon Premier ministre - quant à lui directement confronté à la société française.

Présenté par les Guignols de l'Info comme un sympathique niais, Jacques Foubon n'a pas demérité à la Culture et peut faire un bon Garde des Sceaux car ce vieux compagnon de Jacques Chirac est intelligent lucide et courageux.

Adeptes des théories ultra-libérales, Alain Madelin ne pourra sans doute pas appliquer les recettes extrémistes préconisées par ses petits camarades, mais le pouvoir attribué à cet idéologue le rend potentiellement dangereux.

Par ailleurs, il est consternant que Jacques Chirac soit parvenu à imposer à Alain Juppé la présence de Bernard Pons, l'homme d'Ouvéa, et il est inquiétant que le ministère de l'Intérieur ait été confié à Jean-Louis Debré, dont l'esprit est aussi peu délié que celui de son déjà lointain prédécesseur Philippe Marchand.

De fait, le gouvernement ne sera pas jugé sur la séduction des ministres, ni sur la finesse des équilibres politiques, mais sur sa capacité à tenir les engagements pris par Jacques Chirac : réaffirmation de l'autorité des politiques sur l'administration, restauration de la capacité de décision, dégonflement des cabinets ministériels. Quelques semaines suffiront pour mesurer la distance entre les intentions et les actes.

Annette DELRANCK

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 SOMMAIRE : p.2 : L'angoisse tranquille
 - p.3 : Le bradage de l'industrie - l'heure d'Alain Juppé - p.4 : Le duc de Bragança se marie - p.5 : Entre Newt et Jiri - p.6/7 : La démocratie moribonde ? - p.8 : Horreur de la Joconde - Maladie d'Arabie - p.9 : La nation, au bout du siècle - p.10 : Yayah el Malek - Les Français et le roi - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : François Mitterrand.
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : (1) 42.97.42.57
 Télécopie : (1) 42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Le duc de Bragance se marie

Le mariage du duc de Bragance, héritier des rois du Portugal, a été célébré avec enthousiasme.

La présence du président de la République a encore renforcé le caractère national d'un événement qui comble les vœux des monarchistes.

Depuis plus d'un siècle, les Portugais n'avaient pas assisté à un mariage royal. A ce titre, les noces de Dom Duarte Pio avec Isabel de Herédia n'ont rien à envier aux fêtes populaires qui entourèrent, en mai 1886, l'union du futur roi Carlos I^{er} avec la princesse Amélie d'Orléans, fille de Philippe comte de Paris et donc tante maternelle de l'actuel chef de la Maison de France.



flatte l'orgueil national portugais. Dom Duarte n'a pas manqué de conjuguer les symboles chers à l'âme portugaise : le choix du Monastère des Hiéronymites, le dépôt du bouquet de mariée devant la statue de Notre-Dame de la Conception, l'hommage à Luis de Camoens et Vasco de Gama, le voyage de noces au Mozambique, sans compter la préférence donnée aux produits portugais dans les différents agapes comme dans l'établissement des listes de mariage.

Ensuite, ce mariage est un tournant pour le devenir de la dynastie de Bragance. A deux jours de son cinquantième anniversaire, le duc de Bragance laissait ses fidèles

MESSAGE

Le Comité directeur de la N.A.R. et la rédaction de *Royaliste* adressent leurs plus vives félicitations et vœux de bonheur à Dom Duarte de Bragance qui a toujours manifesté à notre égard son soutien et sa sympathie.

En premier lieu, ce mariage

inquiète quant à la naissance d'un héritier. Son union avec une personne de vingt-huit ans, appartenant à l'aristocratie portugaise d'ascendance espagnole, d'un caractère noble et spontané, d'une intelligence vive (dona Isabel est responsable de gestion de patrimoine dans un groupe bancaire) et dotée d'une foi chrétienne profonde, répond à une véritable - et inattendue - espérance populaire. Tous les Portugais ont d'emblée souhaité participer à la fête et conférer à cet événement - somme toute privé en République - un caractère national.

Enfin, le mariage de Dom Duarte offre un éclatant symbole de continuité dynastique entre monarchie et république. Dans l'église Sainte-Marie de Belem, avaient tenu à être présents Mario Soares, président de la République et sa femme, le Premier ministre Cavaco Silva et sa femme, le président de l'Assemblée de la République Barbosa de Melo, ainsi que sept ministres, trois secrétaires d'État, une kyrielle de maires (y compris des

communistes), d'ambassadeurs, de hauts dignitaires de l'armée sans compter les éminences du clergé au premier rang desquels le cardinal-patriarche de Lisbonne célébrant la messe. A leur côté, les personnalités du Gotha comme les grands-ducs héritiers de Luxembourg, le prince héritier de Belgique, la sœur du roi d'Espagne, le roi des Zoulous, une ribambelle de Habsbourg, de Savoie, de Bulgarie et bon nombre de princes de la Maison de France : la comtesse de Paris, la duchesse de Montpensier, les princes Jean et Eudes, la princesse Marie et son époux Gundakar de Liechtenstein, la princesse Chantal et le baron F.-X. de Sambucy de Sorgue.

Cette « cohabitation » symbolique alimenta pourtant la polémique, orchestrée par quelques éditorialistes et de « farouches républicains ». Après la course de taureaux dans les arènes de Campo Pequeno qui fut le prétexte à une incroyable manifestation monarchiste, les zélés républicains crièrent au complot et sommèrent le président de la République de s'expliquer. « *Je ne viens pas à une fête monarchique, je viens au mariage d'un ami. Nous vivons en République et chacun peut crier librement « vive le roi ».* C'est cela qui nous distingue des régimes dictatoriaux et intolérants » devait souligner Mario Soares en s'éclipsant à la sortie de la messe, tandis qu'une foule en liesse criait « *viva o rei* » en agitant frénétiquement des drapeaux bleu et blanc frappés des armes de Bragance de l'ancienne monarchie, tombée en 1910. D'autres responsables de partis politiques, à l'exception de Manuel Monteiro, président du Parti Populaire, se refusèrent au dernier moment, sans doute par crainte de subir les critiques violentes de l'Association du 25 avril. Reste que le mariage du duc de Bragance demeurera longtemps gravé dans les mémoires. Une aubaine aussi pour les mouvements royalistes que le duc de Bragance a incité à se fédérer dans *Causa Real* : la ferveur populaire, relayée par les médias, est porteuse de bien des espoirs de renouveau pour la cause monarchique que les sondages créditent ces jours-ci de plus de 30 % d'opinions favorables.

Stéphane BERN

Entre Newt et Jiri

Chirac rencontrera peut-être son destin en Europe entre la nouvelle droite américaine et la menace fasciste russe.

Des cinq chefs d'État ou de gouvernement présents à Moscou le 9 mai 1995, aucun ne sera plus au pouvoir en l'an 2000. Parmi leurs successeurs, le nouveau président français possède le double avantage de l'antériorité et de la durée (grâce au septennat). Il devrait bénéficier également très vite d'une conjoncture internationale qui le mettrait, dès 1996, en situation d'arbitrer - le mot n'est pas trop fort - entre un républicain ultra à Washington et un national-communiste à Moscou. S'il sait trouver le ton qui convient, d'abord en France même puis entre ces deux néo-grands, alors il sera maître d'entraîner l'Europe, après 96, dans un rôle international à sa mesure. Les choix anglais et allemand prévus en 1997 et 1998 seront relatifs.

Entre États-Unis et Russie, le plus inquiétant n'est pas celui auquel on pense d'abord. Jirnovski fait certes figure d'épouvantail mais il a rallié sur ses thèmes une espèce de centre-droit de gouvernement prêt à tout pour conserver le pouvoir. D'autre part il existe d'autres fractions nationalistes ou communistes, qui se sont sorties avec honneur du Parlement en octobre 1993 et n'ont pas aboyé avec les loups en Tchétchénie ; elles peuvent offrir une prise à l'influence néo-gaulliste.

L'attentat d'Oklahoma a révélé aux Américains leur

extrême-droite mais la vague populiste qui a remporté les élections au Congrès en novembre dernier continuera à prévaloir dans les Primaires qui commenceront au début de l'année prochaine. Le rapport droite-gauche y est de 60-40 depuis 1968 et Clinton ne fut



élu à la faveur d'une triangulaire qu'avec 43 % des voix. Ni le sénateur Dole, plus centriste, âgé et Washingtonien, ni le nouveau président de la Chambre des Représentants, Newton Gingrich, populiste ultra, Géorgien imprévisible, croisé contre l'élite d'État ne permettront à la victoire d'échapper cette fois aux Éléphants (Républicains). Assez à droite pour réduire l'extrême-droite, sans trop pour ne pas perdre le centre au profit des Démocrates, chacun passera les accords nécessaires et adaptera les nouvelles idéologies actuellement en recherche. La campagne électorale est déjà ouverte. Elle détermi-

nera l'avenir de l'Europe d'une manière plus décisive que les élections russes, législatives de la fin de cette année, présidentielles en juin 95. C'est en effet avec Washington que nous aurons à redéfinir les relations euro-américaines et donc l'architecture de la sécurité européenne.

Le ton a été donné au Congrès avec le retour à la doctrine du « *containment* » des débuts de la guerre froide. Dans un premier temps, Washington, rejetant la priorité russe du conseiller diplomatique de Clinton (Talbot), se recentrera sur l'Europe « occidentale ». Une nouvelle Charte de l'Atlantique pourrait ne pas être plus difficile à conclure avec les successeurs de Nixon qu'avec les émules de Kennedy. Mais, quels que soient les mérites respectifs des droitiers russes et américains, plus que discutables à l'intérieur, totalement amoraux à l'extérieur, la France devra savoir manœuvrer au plus près, jouant alternativement la carte russe et la carte américaine car elles s'opposent de toute évidence de plus en plus l'une contre l'autre.

L'Union Européenne qui passera l'année 1996 à contempler son nombril ferait bien de relever la tête et de s'intéresser à ce qui se passera entre l'Iowa, le New Hampshire et la Californie. Ce sera d'abord la responsabilité de Jacques Chirac qui devra savoir se constituer en interlocuteur privilégié du nouveau locataire de la Maison Blanche.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE BRETAGNE** : La Famille royale a été à l'honneur lors des célébrations du cinquantième anniversaire de la victoire de 1945. Héroïne de trois jours de fêtes, la reine-mère Elizabeth devait notamment se faire acclamer après avoir déclaré, en ouvrant les cérémonies à Hyde Park le 6 mai, « *ce jour ramènera bien des souvenirs dans les mémoires. J'espère que vous vous souviendrez avec fierté et gratitude de ces hommes et de ces femmes, en armes ou non, dont le courage a permis la victoire* ».

♦ **ESPAGNE** : Avant d'assister à Paris aux cérémonies du 8 mai - aux côtés des grands-ducs de Luxembourg, du roi Carl Gustav de Suède, du duc d'Edimbourg, des princes héritiers de Belgique et des Pays-Bas - le roi Juan Carlos et la reine Sophie recevaient un accueil chaleureux à Saragosse pour y présider le quarantième anniversaire de la XIV^e promotion de l'Académie Générale Militaire à laquelle le roi appartient. Dans la capitale aragonaise, les souverains reçurent les honneurs militaires avant que Juan Carlos ne renouvelle sa prestation de serment au drapeau avec ses camarades de promotion.

♦ **PAYS BAS** : A l'occasion du cinquantième anniversaire de son avènement, la reine Beatrix des Pays-Bas a pu mesurer son extraordinaire popularité. Le 30 avril, fête des tulipes et jour anniversaire de l'ancienne reine Juliana maintenu comme « jour de la reine », Beatrix et Claus ont été accueillis avec force démonstration de sympathie par la population de Eijsden, au sud du pays. Un récent sondage semble montrer que près de 95 % des Néerlandais plébiscitent la monarchie et s'affirment supporters de leur souveraine.

♦ **CROATIE** : L'archiduc Otto de Habsbourg a récemment retrouvé son fils Karl - accompagné de sa femme Francesca et de leur fille Eléonore - sur la côte dalmate, en Croatie. Il a pu ainsi manifester la traditionnelle solidarité de sa famille avec les Croates : « *Je ne puis oublier que la dynastie a eu comme responsabilités vis-à-vis des peuples de l'Empire et, d'autre part, la fidélité que ces mêmes peuples lui ont témoignée... Je m'occupe en priorité des peuples et des minorités - des Croates et des Baltes aux Hongrois de Roumanie - dont les problèmes sont les plus urgents* » a notamment déclaré le chef de la Maison impériale, et député européen, à nos confrères de *Point-de-Vue*.

♦ **GRANDE BRETAGNE** : Le prince Charles d'Angleterre effectuera cet été sa première visite officielle en Irlande, qui sera aussi la première d'un membre de la famille royale depuis plus d'un quart de siècle. L'héritier de la Couronne sera vraisemblablement reçu par la présidente Mary Robinson et cette visite - qualifiée d'historique - est un autre signe d'évolution dans la longue marche vers des accords de paix en Irlande du Nord. Il est vrai que depuis l'assassinat de Lord Mountbatten en 1979, toutes les visites des Windsor, même privées, avaient été annulées.

Sociologue, Pierre Bitoun observe depuis des années l'évolution de la société

contemporaine, dénonce ses faiblesses, ses contradictions et ses dangers. Après avoir publié des ouvrages sur le monde rural, sur l'écologie et sur le train de vie de l'État, il dresse dans son dernier livre le constat accablant de l'impuissance des politiques devant le chaos grandissant qui affecte le monde moderne.

■ **Royaliste :** Quels sont les signes de ce chaos démocratique que vous analysez et dénoncez dans votre récent ouvrage ?

Pierre Bitoun : Il y a d'abord le déclin de l'État providence, qui n'a pas le caractère inéluctable dont on nous parle chaque jour en soulignant le trou de la Sécurité sociale, l'implosion prochaine du système de retraites ou le coût excessif du travail dans les sociétés développées. Le démantèlement qu'on évoque ainsi correspond en fait aux intérêts d'une minorité de privilégiés qui ont la planète pour champ d'action : ils constituent à mes yeux une « caste dangereuse », qui exerce ses activités dans le public comme dans le privé, et qui a pour ambition d'agrandir les empires financiers, industriels et médiatiques qui dominent le marché mondial.

Cette caste est composée de gens qui sont à la fois des rentiers de l'État et des rentiers du capitalisme ; elle veut en finir avec l'ancien pacte social intégrateur et instituer à l'échelle mondiale un libéralisme sans régulation ni contraintes ; elle n'a plus rien de commun avec l'esprit républicain et humaniste des technocrates des « Trente glorieuses ». Pour cette caste, le chômage n'est pas un fléau : « il faut que les gens sentent que le pire est possible pour qu'ils deviennent raisonnables » déclarait en 1993 Ber-

nard Attali, PDG d'Air France... Être « raisonnable », c'est accepter les baisses de salaires, l'emploi instable et l'exploitation dans le travail. Bien entendu, cette caste dangereuse ment lorsqu'elle affirme son souci de la personne humaine : comme les matières premières et les objets, l'homme est regardé comme une ressource parmi d'autres, un flux à l'intérieur de l'espace mondialisé. Si l'homme est réduit à l'état de ressource, pourquoi lui reconnaître les anciens droits qui le protégeaient du sort ? Tel est le message implicite de la classe privilégiée.

■ **Royaliste :** Quel est l'avenir d'une société qui perd le respect de la personne humaine ?

Pierre Bitoun : Je ne suis pas optimiste. Nous vivons dans des sociétés d'*apartheid* à visage démocratique : nous posséderons tout l'appareillage institutionnel propre aux démocraties, mais la société sera inégalitaire et je la vois divisée en trois groupes hiérarchisés. En haut, les riches dont j'ai parlé ; au milieu les classes moyennes citadines et rurales qui seront divisées en deux sous-ensembles, l'un de travailleurs stables et relativement protégés, l'autre constitué par une main-d'œuvre mobile, employée dans des emplois précaires ; enfin une humanité subalterne enfermée dans divers dispositifs d'insertion, qui sera composée des

« réfugiés de l'intérieur » que la machine économique et sociale aura placés dans une logique du provisoire et qui seront soumis au règne de la nécessité.

Nous vivrons aussi dans un monde où la violence sera monnaie courante et proportionnelle au sentiment et à la réalité de l'abondance inégale. Les démocraties se trouveront placées sous la menace permanente de l'explosion sociale et nous devrions voir se développer des États de plus en plus sécuritaires, voire autoritaires. Les manifestations de cette violence seront bien sûr graduées : rébellion des bases contre les états-majors syndicaux, révoltes violentes de déracinés dans les zones rurales et dans les banlieues, insurrections à la mode californienne. Ces révoltes seront sporadiques et souvent sans autre but que la révolte elle-même. Le pire étant que les majorités s'en accommoderont car ces révoltes leur paraîtront comme un moindre mal par rapport aux guerres et aux génocides télévisés.

■ **Royaliste :** Cette violence engendrera, selon vous, une peur multiforme...

Pierre Bitoun : Je pense que la peur deviendra l'un des principes fondamentaux d'organisation de notre société et qu'elle prendra plusieurs formes. Elle sera nichée au sein de l'univers productif, dans l'armée de réserve des

chômeurs, et elle représentera un instrument de régulation de cet univers. Mais elle traversera aussi l'ensemble de la société : elle sera ressentie par les riches qui craindront les krachs boursiers, les « *raiders* », etc. - ce que j'appelle le « risque Monopoly ». Dans les classes moyennes, la peur sera celle de l'insécurité dans le travail, de la perte d'emploi possible, et elle entraînera une docilité grandissante des travailleurs. Dans l'humanité subalterne, la peur sera de rétrograder dans les dispositifs d'exclusion - jusqu'à l'état de S.D.F. Il y aura aussi une peur extérieure

à l'univers productif : celle d'être irradié, assassiné par un délinquant, victime de manipulations génétiques, ou encore maltraité par le spectacle médiatique.

Ainsi les démocraties, oubliées de l'esprit des Lumières et du pacte social renoué après la défaite du nazisme, sont en train de réinventer la peur et l'abondance inégale comme système de gouvernement. Nous avons là une variante douce de la régulation par la pénurie et par la terreur qui caractérisaient les systèmes totalitaires. J'ajouterais que cette évolution

angoissante vient contredire la prophétie toquevillienne du despotisme démocratique. Nous ne vivons pas aujourd'hui une servitude qui grandirait à l'ombre d'un État prévoyant et doux, protégeant des citoyens infantiles. Nous risquons une perte conjointe de l'égalité et de la liberté, par l'action d'un État de plus en plus autoritaire et sécuritaire.

■ **Royaliste :** Vous dénoncez aussi un développement excessif de l'administration et de la législation...

Pierre Bitoun : Il y a une prolifération administrative dont je dresse l'inventaire : délégations de souveraineté à des institutions supranationales, européennes ou mondiales ; transferts de compétences à des pouvoirs régionaux ou locaux ; démembrements de la puissance publique au profit de structures de droit privé ; autorités administratives indépendantes telles que la CNIL, la COB, le CSA ; sans oublier les neuf cents comités, conseils consultatifs et organismes divers qui sont censés organiser la déflation administrative. Cette prolifération peut être liée au développement de l'État-nation ou à la diminution de sa puissance, au jacobinisme ou au libéralisme puisque la déréglementation doit être organisée par des bureaucraties adéquates.

On observe aussi une inflation dans le domaine législatif : au début des années 90, il existait 7 500 lois applicables,

82 000 décrets, 22 000 règlements européens applicables - sans parler des arrêtés, des circulaires, des avis, recommandations et autres instructions ! Nous avons aussi, sur le plan juridique, une soixantaine de codes dont le volume augmente constamment : 36 % pour le code du travail en 1976 et 1989, 35 % pour le code général des impôts au cours de la même période... Cet état de fait ne concerne pas seulement la France : on le retrouve dans l'Union européenne et dans tous les pays développés.

■ **Royaliste :** Comment expliquez-vous cette prolifération de la bureaucratie, de la loi et du droit ?

Pierre Bitoun : Nous sommes selon moi définitivement entrés dans une ère post-nationale, dans laquelle il n'existe plus une seule source majeure de souveraineté, mais quatre grands niveaux (mondial, européen, national et local) qui sont en interaction ou en concurrence permanente. Ce qui a des effets importants sur notre système de décision : nous ne sommes plus dans un système pyramidal, nous sommes placés dans une organisation complexe dans laquelle la décision est de plus en plus segmentée, sectorialisée, émietlée, professionnalisée entre différents partenaires.

Cette nouvelle organisation est de plus en plus opaque, contradictoire, inintelligible : il y a des chevauchements de compétences, qui engendrent des gaspillages de temps et d'argent, et une complexité telle que les gouvernants eux-mêmes ne maîtrisent plus la machine décisionnelle. D'autre part, il n'y a plus entre le public et le privé les séparations nettes qui existaient auparavant : la montée du *lobbying* souligne l'osmose qui caractérise aujourd'hui la machine décisionnelle, dans laquelle se mêlent les pratiques publiques et privées, mais aussi les points de vue libéraux et jacobins. L'opacité de cette machine rend par ailleurs très difficile le travail des corps de contrôle, ce qui explique le développement rapide des petites malhonnêtetés et de la corruption à grande échelle.

Ainsi, nous sommes entrés dans un âge de dissolution

progressive du politique, au profit d'une gestion qui s'accomplit dans le chaos décisionnel que je viens d'évoquer. Cette situation affecte aussi les grandes entreprises : naguère, les multinationales étaient organisées autour d'une maison-mère qui dirigeait ses filiales ; aujourd'hui il existe un siège social unique, mais plusieurs centres de décision qui ont leurs propres filiales - ces dernières bénéficiant de leur autonomie et organisant autour d'elles des entreprises sous-traitantes. Là encore, l'extrême complexité de l'organisation est source d'opacité et de contradictions.

■ **Royaliste :** Peut-on espérer le retour au « pacte républicain », tel que le souhaite Philippe Séguin ?

Pierre Bitoun : Ce serait nourrir une illusion ! L'administration est en train de devenir un élément central dans la construction d'une société opaque et où se développent des logiques de ségrégation. Ainsi, l'école n'est plus un creuset intégrateur, mais un système à plusieurs vitesses. Ainsi, les politiques ne maîtrisent plus les dépenses publiques. Et les systèmes d'aide engendrent leurs propres mécanismes de ségrégation.

■ **Royaliste :** Dès lors, qu'est-il possible d'envisager ?

Pierre Bitoun : Il faut développer la démocratie participative dans tous les domaines et à tous les niveaux. Les citoyens qui le souhaitent doivent entrer à l'intérieur du système de décision pour le contrôler. Ceci dans la sphère publique comme dans les organisations privées, et partout où s'exercent des souverainetés, afin de redonner droit à l'initiative civique et pour ordonner le chaos que je viens d'évoquer. Les citoyens sont beaucoup moins immatures que la classe dirigeante ne le laisse supposer !

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Pierre Bitoun
Voyage au pays de
la démocratie
moribonde
prix franco : 95 F



Horreur de la Joconde

Dans le sourire de la Joconde, il y a une horreur qui lui donne son mystérieux attrait. Prenons garde à la douceur des apparences.

Qu'est donc devenu, Gérard Miller, qui fut le psychanalyste à la mode, celui que les médias interrogeaient pour savoir la vérité que le discours politique était censé ne plus pouvoir donner ? Il poursuit sa tâche, dont on ne peut saisir l'intérêt si le malentendu créé par « les médias » n'est pas dissipé : un analyste n'est pas un mage qui aurait réponse à tout, mais une personne attentive par sa formation et sa pratique à des significations qui éclairent sous un certain jour des comportements individuels et sociaux. Ainsi Gérard Miller nous invite à modifier légèrement notre point de vue, afin d'apercevoir un autre aspect des êtres parlants, mais sans jamais nous imposer ses conclusions cliniques ou politiques.

Par exemple, il est intéressant de regarder Jacques Delors sous l'angle d'un Narcisse triomphal, dont l'étrange vertu serait de donner des leçons politiques que personne ne peut suivre, ou d'expliquer le succès colossal du livre de Jean Montaldo (*Les quarante voleurs*) non par les pseudo-révélation qui s'y trouveraient, mais par la haine, si pure qu'elle en devient fascinante, que l'auteur voue à François Mitterrand. Et peut-être comprendra-t-on mieux les explications de ce dernier sur sa jeunesse et sur la période de l'Occupation quand nous nous apercevrons que l'ancien président cherche

moins à nous convaincre qu'à trouver, en parlant publiquement, sa propre vérité.

Ces remarques feraient un livre joliment distancié sur les petits et grands personnages de l'époque, si Gérard Miller ne cessait d'être un témoin engagé. Les pages qu'il consacre au drame du sang contaminé sont fortes et courageuses, et la façon dont il pointe la putasserie de *Télérama* (à propos de la Bosnie) est particulièrement salubre. Gérard Miller ne hurle pas avec la meute médiatique, ne geint pas avec les bonnes consciences compassées, et sourit avec les Guignols tout en nous rappelant que leurs cruautés ne sauraient être passée sous silence, sous prétexte que leur satire est pleine de talent.

Le temps des meutes est celui de la pulsion meurtrière, qu'encourage un Charles Pasqua anéantissant verbalement (« zéro immigrés ») ceux qu'un Le Pen veut expulser. Obscénité des patrons, obscénité des « reality show » et des bien-pensants de tous ordres dont le discours lénifiant masque la violence. Gérard Miller nous en prévient : la « barbarie » n'est pas une spécialité yougoslave mais une réalité familière, qui se manifeste ici de mille inquiétantes manières. Nous devons nous préparer au pire, même s'il n'est pas certain.

Jacques BLANGY

(1) Gérard Miller - « La France des hérissés » - Le Seuil, 1995 - prix franco : 110 F.

Maladie d'Arabie

L'Arabie n'est plus ce qu'elle était. L'épopée d'Ibn Séoud qui dépasse celle de Lawrence appartient à l'Histoire.

Depuis la mort du roi Fayçal en 1975, les fils d'Abd el Aziz n'ont pas su dominer le miracle pétrolier et, depuis la guerre du Golfe, risquent d'être entraînés par le reflux. L'Arabie séoudite se replie sur elle-même un peu comme l'empire ottoman au XIX^e siècle devenu l'homme malade de l'Europe.

Un calife impotent, qui croit encore pouvoir diriger personnellement une « badoucratie » (de bédouins) sans institutions établies ; une succession de type « brejnevien » par Abdallah-Andropov et Sultan-Tchernenko, sans que l'on distingue un Gorbatchev ; un affairisme débridé avec un Trésor exsangue (après avoir réglé 55 milliards de dollars de dépenses de guerre essentiellement aux États-Unis) ; une hypocrisie religieuse de plus en plus criarde ; voilà la réalité de l'Arabie d'aujourd'hui !

Verra-t-on un mouvement nationaliste jeune-séoudien comme il y eut les jeunes-turcs ? Laïque, c'est exclu ; indépendant des Américains, c'est encore exclu tant l'emprise est forte : l'Est pétrolier est une authentique colonie américaine avec l'ARAMCO comme Compagnie des Indes. Riyad est une capitale du « Middle West » totalement américanisée. Seule Djeddah, sur la mer Rouge, conserve, à cause de la proxi-

mité de la Mecque, un cachet historique. Les États-Unis, qui ont formé toute l'élite des gens de quarante ans, ne jouent pas leur rôle de promotion de cette nouvelle génération. Avec la suivante, dans la trentaine, entièrement formée dans le Royaume, cette chance sera perdue.

La chronique très vivante de Jean-Michel Foulquier (1), pseudonyme d'un des meilleurs connaisseurs de la région pour y avoir longtemps résidé, trahit le dépit amoureux de ces « arabistes » éperdus de désert, épris d'absolu, ou simplement nostalgiques d'une grande politique arabe où le gardien des deux saintes mosquées à la tête de l'Organisation de la Conférence Islamique jouerait le rôle modérateur de la Sublime Porte au temps de sa grandeur, au lieu que d'ambitieux candidats immatures se déchirent l'*Umma* et renouent contre les États l'alliance du Livre et du Sabre. Une politique arabe où la France du général de Gaulle aurait su recueillir les fruits de la guerre du Golfe au lieu qu'un Bill Clinton rafle toute la mise sur un simple coup de téléphone au gouverneur de son « protectorat » laissant Balladur et Léotard Gros-Jean comme devant. Foulquier là aussi témoigne.

Y. L. M.

Jean-Michel Foulquier - « Arabie séoudite, la dictature protégée » - Albin Michel - prix franco : 95 F.

La nation, au bout du siècle

Arrivé à son terme - encore que ce terme pourrait bien être dépassé depuis 1989 et la chute du mur - le XX^e siècle retrouve la nation. Cela ne peut surprendre que ceux qui croyaient que cette grande réalité du siècle précédent finirait son temps avec l'avènement de l'ère du décloisonnement du monde et des échanges intercontinentaux. Il faut se faire une raison : la nation est plus que jamais là et elle se signale douloureusement à ceux qui en avaient fait trop vite leur deuil. Mieux encore, on se rend compte qu'elle constitue une de ces données mystérieuses liées irrémédiablement à la connaissance de l'homme. C'est l'helléniste Jean-Pierre Vernant qui le reconnaît : « J'ai longtemps cru que le progrès ferait disparaître la nation et la religion. Jusqu'au moment où j'ai découvert que sans l'une et sans l'autre je ne pouvais rien comprendre à la Grèce et que je risquais de ne rien comprendre à ce qui se passe aujourd'hui ». Jean Daniel qui cite ce texte y souscrit d'autant plus que reprenant le fil de son existence, il y découvre la présence continue de cette donnée d'origine.

Il l'évoque, du reste, admirablement : « La Mitridja était sans doute, comme la Milly de Lamartine, ma « petite patrie » mais je n'aurais jamais osé dire, comme mon ami d'enfance Jean Pélegri devait l'écrire plus tard : « ma mère l'Algérie ». J'avais tendance à penser que nos montagnes étaient, avec leurs oliviers, leurs maquis et leurs lentilles, l'arrière-pays de Giono et de Chamson ; et que les colombes de Valéry marchaient sur le même « toit tranquille » de Tipasa et de Sète ». Tout partira de là, de cette certitude qui dépasse toutes les interrogations sur d'autres appartenances « parce que la vocation de la France était, nous assurait-on, universelle ». Mais rapidement à partir de là se crée un clivage. La nation peut prendre dans le souvenir de l'adolescent un aspect agressif, départageant la droite de l'épopée, très dure dans son souvenir, et la gauche généreuse qui sera son parti militant. Jaurès est la figure rêvée parce qu'il avait refusé les grands massacres, par avance. Ceux de 14-18 évidemment.

Le mot de « parti » ne doit pas être pris ici péjorativement, quoi qu'il n'aille pas sans parti pris. Dans son rejet de « l'autre », celui par rapport auquel il se définit en s'opposant, Jean Daniel peut être sommaire, et je crois même, injuste. Lorsqu'on a connu très tôt de la part de cet « autre » une sorte de mépris, si ce n'est une violence brute, on ne peut pas faire trop de distinctions. Mais on le surprendrait sans doute, en lui rappelant que le nationalisme français à l'aube du siècle se définissait contre celui dont Fichte avait donné la formule aux Allemands. Au fond, il ne veut pas broncher sur les coordonnées simples qui structurent spontanément sa perception politique. D'un côté, certes il y a la nation, qu'avec Jaurès on peut associer à l'internationalisme, en dépit des antagonismes véritables. De l'autre, il y a la perversion nationaliste qui débouche forcément sur la guerre. « Le nationalisme, c'est la guerre » a affirmé le président François Mitterrand dans une de ses dernières interventions.

par Gérard Leclerc



Sans doute, l'expérience l'a averti que la gauche aussi pouvait pousser à la guerre et qu'à la fin des fins « il n'y a que la mort qui a gagné dans les rêves totalitaires du communisme et du fascisme ». N'empêche, le souvenir d'un jeune communiste mort de la guerre d'Espagne qu'il oppose à la haine et au sectarisme qu'il a bien connus dans les milieux militaires et cléricaux lui interdit à jamais de confondre les engagements. Je ne suis pas sûr, pourtant, que poussé dans ses retranchements Jean Daniel ne nuancerait pas ses « parti pris ». Après tout, le général qui commandait sa « 2^e D.B. » était une incarnation pas si inattendue de ces milieux militaires et cléricaux. Quant à l'opposition nationalisme, elle n'est pertinente que jusqu'à un certain point. Le journaliste engagé qui a soutenu l'émancipation des peuples colonisés a constaté qu'en ce cas un nationalisme nécessaire précédait la nation, que parfois la nation était douteuse et qu'il fallait une volonté pour la constituer. Ferhat Abbas jeune avait hésité. Un moment, il s'était tourné vers Maurras pour mieux adhérer à une nation dont il aspirait à être pleinement le fils. C'est par amour déçu qu'il deviendra nationaliste algérien.

Jean Daniel n'est pas assez idéaliste pour croire que la nation puisse vivre sans une volonté qui l'anime, la fait vivre : « Il lui faut à la fois être vertueuse, selon le vœu de Montesquieu, et forte, selon celui de Clemenceau ; pacifique, comme le voulait Jaurès, intraitable, comme le voulait de Gaulle ». Dans ces conditions, comment cette volonté éviterait-elle l'orgueil et bientôt la démesure ? Il est arrivé que l'on définisse simplement le nationalisme, comme un patriotisme réfléchi, une mise en oeuvre d'une stratégie adaptée à la situation de cette nation. Mais il est vrai que l'acception péjorative colle désormais au mot, tant les pathologies, que le sentiment exacerbé de la nation érigée en absolu développe, sont détestables.

On peut se mettre d'accord sur cette idée que la nation raisonnable concourt à un ordre auquel elle participe et qui la dépasse.

C'est la recherche de cet ordre qui exorcise l'ubris nationaliste. Mais comment créer cet ordre, qui pour nous s'appelle Europe ? Ce n'est pas si aisé à imaginer et à faire. Je ne suis pas sûr que Jean Daniel en possède la ou les recettes. Au terme de son petit livre, si plein d'images et de réflexions, on s'interroge. Il est une célébration de la nation. Car l'adolescent qui la reconnaissait constitutive de lui-même, devenu l'homme plein de sagesse et de raison après les combats d'une vie d'observateur engagé prend résolument position dans les débats d'aujourd'hui. Impossible de se séparer de la nation, qui est autre chose « qu'un ensemble d'individus libres et égaux auxquels la déclaration des droits de l'homme aurait procuré un jour la souveraineté ». Il affirme d'autant plus fort son appartenance qu'il ressent le désir « de s'adosser à une histoire comme à un refuge et à une source ». « C'est la nécessité de s'insérer dans une permanence qui plonge ses racines dans un lointain passé et qui est ainsi mieux assurée d'avoir un avenir, c'est la volonté d'opposer la pérennité à la mort ». Alors, il s'agit de la vouloir cette survie : « Il n'est rien de plus exaltant, dit-il encore, car cette entité est sans cesse menacée ».

Alors l'Europe ? Qu'on doive tout faire pour organiser un espace de coopération, cela ne souffre pas de discussion. Mais il ne se fera pas au mépris des nations et sans considération pour les délicats équilibres internes du continent. Donner une forme politique à la communauté de culture née en Europe, c'est certes une ambition nécessaire. Le pari sera réalisé en tout cas par l'accord des nations et non leur négation.

Jean Daniel - « Voyage au bout de la nation » - Seuil - prix franco : 95 F.

Yayah el Malek

Les Français et le Roi

Les Français sont-ils vraiment républicains ? Des historiens en doutent mais avec des mots qui sont autant de pièges.

Décidément, la France n'en a pas fini avec le roi. En ces temps d'élection présidentielle, la figure du souverain vient hanter les salles de rédaction comme les palais de la République, sans oublier les historiens quoique - compte tenu de notre passé monarchique - on ne saurait trop s'étonner de leur intérêt pour la chose royale. Toutefois, la revue « *L'Histoire* » qui consacrait au début de l'année un numéro spécial (1) aux « *Français et le roi* » a pris soin de préciser, dès la première de couverture, que son analyse s'étendait « *de Clovis à Mitterrand* ».

On aurait pu croire les hommes de science plus rigoureux que les journalistes pressés ou que les candidats titillant l'électeur à l'aide de la formule-choc. Il faut avouer notre déception à la lecture de ce numéro. A l'exception de celui - bâclé et caricatural - sur les mouvements royalistes actuels, la qualité des articles n'est pas en cause ; beaucoup sont pédagogiques et réellement instructifs bien que les fondements juridiques de la monarchie capétienne eussent mérité une étude plus fine et plus discutée des origines romaines du droit monarchique français. Notre réserve concerne surtout l'architecture

de l'ensemble et la vision générale qui s'en dégage. Ainsi ce numéro nous apprend-il finalement moins sur la relation objective existant entre le roi et son peuple que sur la façon dont certains de nos contemporains, voulant faire oeuvre scientifique, voient cette même relation.

Il est notamment symptomatique que sur les quelque vingt-quatre contributions qui composent le dossier huit soient dévolues directement ou indirectement au règne de Louis XIV. Ce déséquilibre illustre à merveille l'insuffisance critique qui peut parfois fausser une approche savante de la question royale. Les dés sont en effet pipés lorsqu'on laisse suggérer que l'absolutisme représente *mutatis mutandis* l'essence réalisée de la monarchie. Sauf en de rares exceptions (cf. l'entretien avec Pierre Rosanvallon), il n'est signalé que l'institution a pu être aussi tempérée, démocratique et constitutionnelle. L'absolutisme n'est qu'une des formes possibles, parmi d'autres, du pouvoir monarchique. Ne pas le voir conduit d'ailleurs à une mauvaise intelligence du phénomène. Il faudrait à notre sens rapprocher celui-ci de la naissance au XVII^e et XVIII^e siècle de l'État administratif moderne dont les insuffisances et les

excès s'expliqueraient par la jeunesse du système.

La confusion qui règne dans les esprits est aussi aisément perceptible lorsque les catégories monarchiques sont utilisées pour décrypter les figures contemporaines du pouvoir. L'équation « Président de la V^e République = roi républicain = monarque absolu républicain » fait écho à la fameuse « dérive monarchique des institutions ». Comment pourtant ne pas voir que la personnalisation croissante de la Présidence, son interventionnisme et sa visibilité envahissante tiennent avant tout au caractère électif de la fonction. Pourquoi ne pas reconnaître que la V^e République traverse, compte tenu des règles du jeu politique et de la médiatisation généralisée, son moment « absolutiste » mais nullement monarchique en comparaison des statuts actuels des différentes couronnes européennes.

Il est vrai que certains admettent, comme Jean-Pierre Rioux (cf. son article « *une pyramide pour le Président* »), que cette « dérive » ne contient pas que des mauvais côtés. Ainsi la conservation du patrimoine et la création artistique et culturelle ont toujours été soutenus en France par le mécénat d'État, royal et républicain.

Dans leur relation confuse avec la figure du souverain, les Français ne demandent-ils pas tout simplement de trouver au sommet de l'État une tête et un coeur ?

François VERRAZZANE

L'Histoire no 184 de janvier 1995

Faites connaître *Royaliste* autour de vous
abonnement d'essai 3 mois = 25 F

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● **Mercredi 31 mai - ATTENTION : Exceptionnellement la réunion commencera à 20 h 30** - Qui ne se souvient de Georges Marchais justifiant l'invasion soviétique de l'Afghanistan par la nécessité de mettre fin au « *droit de cuissage* » ? Jusqu'à présent, nul n'a osé contester la réalité de ce fameux « droit », qu'on relie spontanément au temps des rois et au gouvernement des prêtres - donc aux ténèbres médiévales. C'est justement un savant historien du Moyen Age qui a enquêté sur la réalité de cette pratique, et découvert qu'il s'agissait d'un mythe. **Alain BOUREAU** en fera la démonstration à partir du livre qu'il a consacré à cette fantasmagorie, et fera valoir en contrepoint la réalité du monde médiéval.

● **Mercredi 7 juin** - Diplômé de l'université d'Oxford, et enseignant actuellement à l'université Stendhal de Grenoble, **Robert GRIFFITHS** a publié en 1988 un ouvrage (« *Le Centre perdu* ») consacré aux « monarchiens » dans la Révolution française. L'histoire de ce groupe de monarchistes constitutionnels - nos lointains ancêtres - nous avait passionnés et nous sommes heureux de pouvoir reprendre notre réflexion sur leur entreprise en compagnie du profes-

seur Griffiths qui nous présentera « *L'héritage des Monarchiens dans la France moderne et contemporaine* ».

● **Mercredi 14 juin** - Titulaire d'une thèse de géographie sur le risque de ghetto dans l'agglomération parisienne, **Hervé VIEILLARD-BARON** a une connaissance directe du lancinant « problème des banlieues » pour y avoir mené des enquêtes de terrain et parce qu'il y enseigne. Dans un ouvrage récent dont nous avons déjà rendu compte (n° 642) Hervé Vieillard-Baron rappelle l'histoire des ghettos, étudie les phénomènes qui alimentent la grande peur des banlieues et souligne les risques réels auxquels notre pays est confronté. « *La banlieue, ghetto impossible ?* » La question ouvre sur un débat crucial.

● **Mercredi 21 juin** - Ancien correspondant à Paris d'un grand quotidien britannique, **Charles HARGROVE** a consacré l'an passé un livre à la Reine d'Angleterre. Alors que nous avons tendance à juger la famille royale selon les clichés habituels et en fonction des affaires privées que les médias mettent en scène, Charles Hargrove s'attachera à présenter la **réalité de la monarchie britannique** et le rôle effectif que joue le souverain par rapport aux institutions et dans la société : au-delà du mythe, la redécouverte d'une réalité politique qui nous touche de près.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

NORMANDIE

Pour des raisons techniques et contrairement à ce que nous avons annoncé, le fête antiraciste qui devait se tenir le dimanche 28 mai dans la banlieue de Rouen a été repoussée *sine die*. Nous le regrettons vivement et ne manquerons pas de tenir au courant nos lecteurs des manifestations ultérieures.

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National de la NAR se réunira à Paris le dimanche 25 juin prochain. Organisme élu par les adhérents, il a pour rôle principal d'être un conseil politique pour le Comité Directeur, et de mettre en application les lignes directrices décidées lors du Congrès annuel des adhérents.

ABONNEMENTS

Depuis quelques mois nous offrons à nos lecteurs une nouvelle possibilité : régler leur abonnement mensuellement par prélèvement automatique. Cette formule qui **rapporte un grand succès à des avantages multiples** :

- ✓ plus de correspondance inutile (lettre de relance, envoi de chèque, lettre de rappel, etc),
- ✓ plus de risque d'oubli,
- ✓ une ponction mensuelle minime au lieu d'avoir à payer en une seule fois la totalité de l'abonnement,
- ✓ possibilité d'interrompre l'abonnement à tout moment.

Pour bénéficier de ce nouveau service, il vous suffit de nous demander le formulaire spécial et de nous le retourner, après l'avoir rempli.

AIDEZ-NOUS !

Adhérez à la N.A.R.

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- ♦ Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ♦ Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- ♦ Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut
- ♦ Double coeur vendéen (Vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.
- ♦ Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- ♦ Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond bleu) - 10 mm de haut.
- ♦ Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- ♦ Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- ♦ Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

ON NOUS COMMUNIQUE :

Le comte de Clermont et son épouse se rendront les 2 et 3 juin dans les pays de Somme et d'Artois. Le 2 juin après une visite d'Amiens, le prince dédicacera ses ouvrages de 16 h à 18 h à la librairie Marielle. Le 3 juin sera consacré à la visite de la région d'Albert, Péronne et Bapaume et des champs de bataille de la Somme. Le prince présidera également le vernissage d'une exposition de ses oeuvres au théâtre du Jeu de Paume d'Albert.

Tous renseignements complémentaires auprès de Jean-Michel Declercq (tél. : 21.58.97.19 après 20 h).

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

(1) Jacques Benoist-Méchin - « *Histoire des Alaouites* » - Perrin - prix franco : 120 F.

François Mitterrand

Qui veut tirer la leçon des deux septennats de François Mitterrand risque de tomber dans une facilité fort répandue en cette période de « bilans » hâtifs : celle qui consiste à dénoncer vertueusement la « dérive monarchique » de l'ancien président en lui faisant porter la responsabilité de tout ce qui s'est accompli en France depuis 1981. Les gens de gauche qui tentent de se refaire une virginité en utilisant ce procédé manquent évidemment à l'honnêteté et à l'honneur. Et la droite, qui a voulu se démarquer de « quatorze ans de socialisme » pendant la campagne électorale, aurait tort de poursuivre une polémique qui est source d'illusions majeures.

Pour apprécier la politique de François Mitterrand, il faut bien entendu s'en tenir aux responsabilités constitutionnelles du président, et à la pratique qui en est résultée. De ce point de vue, il est incontestable que les institutions de la V^e République ont été remarquablement incarnées, dans le respect scrupuleux de la Constitution gaullienne, et à travers l'épreuve, paisiblement surmontée, des deux cohabitations. François Mitterrand n'a pas seulement fait vivre la Constitution, dans la fidélité à sa lettre et à son esprit : il lui a donné sa pleine légitimité populaire en la faisant accepter par la gauche, et il contribué à relier nos institutions présentes à l'ensemble de la tradition historique et politique de notre pays. Tel fut la raison principale de notre constant soutien, et aujourd'hui de notre reconnaissance.

Quant à la politique étrangère, quant à la défense nationale, nul ne peut sérieusement prétendre que François Mitterrand a compromis ou sacrifié les intérêts de la France, terni sa réputation, abaissé son rang. Ce qui n'efface pas les doutes, les regrets et les critiques que nous avons pour notre part formulés - en nous tenant à l'écart des campagnes insensées menées par une fraction de l'intelligentsia, à propos du conflit balkanique notamment.



Les conditions dans lesquelles François Mitterrand a exercé la fonction arbitrale (qui existe selon l'exigence de justice et en vue de la liberté) n'ont guère été critiquées pendant son second septennat. Nous y reviendrons. Mais les militants et les journalistes que nous sommes se souviendront que la parole et la presse ont été libres comme jamais tout au long de ces quatorze années.

Ces appréciations souvent favorables ne sauraient faire oublier que l'ancien chef de l'État porte une lourde responsabilité dans l'aggravation de la fracture sociale, par les déci-

sions qu'il a prises en des moments cruciaux. Ainsi le choix de la prétendue « rigueur », qui entraînait nécessairement l'augmentation du chômage. Ainsi la désignation de Michel Rocard en 1988 et son maintien à Matignon trois années pendant lesquelles toutes les possibilités offertes par la réélection du président ont été négligées, méprisées ou sacrifiées à la fausse humilité gestionnaire d'un ambitieux frénétique et maladroit.

Il serait ridicule de chercher des excuses à l'ancien président, mais il est injuste d'oublier la part prise dans les gouvernements successifs dans la conduite de la politique économique et dans l'évolution vers le désastre social : responsabilités écrasantes des socialistes dans la reddition au libéralisme et dans la soumission à l'argent-roi, responsabilités écrasantes des deux gouvernements de droite dans l'accentuation du tournant libéral, depuis la suppression de l'autorisation administrative de licencier jusqu'aux privatisations en passant par l'indépendance de la Banque de France.

Enfin, si la distance nous manque encore pour un jugement équilibré, celui-ci devra tenir compte de trois données qui ont entravé l'action de François Mitterrand et auxquelles Jacques Chirac est aujourd'hui confronté : les classiques pesanteurs sociologiques, la phase de réaction qui marque l'Europe et l'absence de dynamique sociale (notamment syndicale) qui accentue l'isolement du pouvoir politique et sa dépendance à l'égard des groupes les plus conservateurs. Le nouveau président devra faire preuve d'une réelle autonomie de pensée et d'une immense volonté pour se libérer de ces contraintes et faire prévaloir le projet réformateur qu'il a annoncé.

Bertrand RENOUVIN